

« Ce n'est pourtant pas le travail qui manque ! »

Selon les prévisions, entre 40 % et 60 % des emplois seraient menacés à échéance d'une vingtaine d'années. Pour l'économiste Roger Sue, toutes les activités utiles doivent être valorisées, au-delà de la sphère marchande.

Par Roger Sue (Professeur à l'université Paris Descartes-Sorbonne)

La situation dégradée de l'emploi risque fort d'empirer dramatiquement au cours des décennies à venir. Entre deep learning et big data, l'intelligence artificielle et ses robots humanoïdes s'imposent dans l'industrie mais aussi dans les services. Progressivement, l'automation remonte la chaîne de la valeur en touchant des emplois de plus en plus qualifiés comme les métiers de rédaction ou d'information avec les logiciels d'écriture, ou avec les « assistants » polyvalents pour les soins médicaux par exemple.

Selon les prévisions, entre 40 % et 60 % des emplois seraient menacés à échéance d'une vingtaine d'années. Le retour plus qu'hypothétique à une croissance forte n'inversera pas cette tendance que le numérique accélère. Sans compter une flexibilité accrue du travail, affranchi de ses contraintes routinières, où le capital proprement humain et la plus-value personnelle seront plus déterminants que le temps ou le lieu de travail. Les classes moyennes diplômées payent le prix de cette déstructuration du travail et de la précarisation de l'emploi qui génèrent une tension sociale de plus en plus mal refoulée comme en témoignent les récentes

élections aux Etats-Unis comme en Europe.

Acteurs économiques majeurs
Mais si l'emploi marchand stagne ou se rétracte, ce n'est pourtant pas le travail qui manque ! En matière de santé, de prévention, de services à la personne, de culture et d'animation, d'éducation initiale, permanente ou populaire, de sport, d'environnement et de préservation de la biodiversité, dans l'action sociale auprès de jeunes en voie de désaffiliation, de publics fragilisés ou démunis, on manque de bras, de soutien et d'investissement. A côté du service public débordé par cette demande sociale, les associations et autres ONG sont devenues des acteurs économiques majeurs. L'emploi n'a cessé de s'y développer, démultiplié par une force bénévole qui compte plus de 18 millions de contributeurs.

On aurait tort de n'y voir que des petits boulots sans qualification. C'est souvent l'avant-garde d'une économie relationnelle, du care et du capital humain, de plus en plus centrale dans une économie des connaissances et des réseaux. Non seulement elle répond à une demande sociale pressante, mais elle favorise la compétence, la performance et la productivité des salariés dont profitent les entreprises qui dépendent plus des capacités intrinsèques de leurs collaborateurs que de tâches standardisées. Le développement accéléré des relations croisées entre associations et entreprises, par le biais du bénévolat ou du mécénat de com-

pétences, en témoigne. Se dessine ici un nouvel équilibre dans le travail, mixant le sens et les compétences des associations avec les exigences de performance propres aux entreprises.

Richesse inédite et méconnue

Le succès de l'économie collaborative avec ses plates-formes associatives permet aussi l'extension des échanges de savoirs, savoir-faire, produits ou services. Intéressante par l'enrichissement mutuel que l'on peut y trouver, elle a aussi donné naissance à de grandes entreprises florissantes à forte notoriété comme BlaBlaCar, KissKissBankBank ou Airbnb.

Une société plus dense et plus relationnelle génère plus de travail au sens large. Le centre de gravité de l'économie se déplace ainsi vers la société civile, où se développe une richesse inédite et méconnue qui s'oppose moins à l'économie marchande qu'elle ne la stimule en lui offrant talents et débouchés. C'est parce qu'elle s'enracine dans une demande sociale mieux construite, expérimentée et médiatisée sous forme associative, qu'une politique de l'offre marchande créatrice d'emplois a les meilleures chances de réussir.

La politique de l'emploi devrait amplifier ce cercle vertueux pour ne laisser personne au bord du chemin et inciter à l'engagement et à la citoyenneté, valeurs associées au travail dès son origine. Le volontariat, entre bénévolat et salariat, montre la

voie, particulièrement avec le service civique dont chacun se félicite, à droite comme à gauche. Sa réussite pourrait conduire vers un service universel, accessible à chacun à tous les âges de la vie, cumulable avec un emploi.

A condition de concentrer la plus

grande part du financement des aides à l'emploi comme des emplois aidés vers ce dispositif. Ce volontariat, à l'instar d'autres activités non marchandes tout aussi indispensables comme l'éducation des enfants, viendrait enrichir le portefeuille d'activités et de droits du futur compte personnel d'activité, qui pourrait changer notre vision du travail. Un travail élargi que chacun

pourrait moduler à son gré dans certaines limites et qui, loin de s'opposer à l'emploi marchand, le rendrait plus performant.

Roger Sue est l'auteur de La Contre société (Les Liens qui libèrent, 2016). ■

